

[Texte]

Mr. Vandezande: The recommendation we make is in the context of what as a package we prefer to see happen, so we would like to see all 13 recommendations adopted by the government.

The reason we said parents should receive the moneys is that we strongly favour the possibility for parents to exercise their parental responsibility within the context of their own home. We know of numerous families and parents who prefer to take care of their own children in their own home, rather than having to send them to day care centres which currently would not be affordable to them or available to them. Because of our commitment to a strong social infrastructure of which the family would be an essential part, we believe that people wishing to exercise this responsibility in the context of their home should not be deprived of the responsibility and should not be discriminated against either.

Our concern is that no one in the ultimate sense should take the place of parents. Parents should be enabled to exercise their own responsibility. By removing possible grants from parents, there might be a tendency to simply say let us make the bringing up of children the responsibility of people who operate the day care centres. We know there are inadequate choices and an insufficient number of day care centres available, so perhaps one of the best routes to go is initially to enable parents also to do that at home.

Ms Mitchell: I think I would certainly agree there should be choices, but the point I am trying to make is I do not think there will be a choice of adequate community day care if there are not some funding going directly. It is just like schools; we would not have adequate schools if they were not funded directly by education. If the money all went to the parent and the parent bought school spaces, we would not have a very effective system.

• 2110

Mr. Vandezande: With respect, what we are advocating is that it should not be either one or the other, it should be both/and. We do that in terms of the recommendations. Capital funding for day care centres is recommendation 12, and the funding of day care expenses speaks to that dimension of it, but we did not want to make it an either/or proposition. Where possible and when necessary, give parents the option of doing it in their own homes. The other concern we have is that the funding of day care centres, if there are only limited funds available, should first go to those who have an urgent need for it, and should not be in support of the yuppie generation, so to speak.

Ms Mitchell: Why not? Do they not need good child care?

[Traduction]

M. Vandezande: La recommandation que nous avons formulée à cet égard se situe dans le cadre d'un ensemble de mesures que nous aimerions voir adoptées, et nous aimerions donc que le gouvernement retienne les 13 recommandations que nous avons faites.

La raison pour laquelle nous avons dit que les parents devraient recevoir l'argent directement, c'est que nous tenons à permettre aux parents d'exercer leurs responsabilités parentales chez eux s'ils le veulent. Nous connaissons beaucoup de familles et de parents qui préfèrent s'occuper de leurs enfants chez eux, plutôt que de les confier à des garderies qu'ils ne peuvent d'ailleurs pas se payer ou auxquelles ils n'ont pas accès. Etant donné notre engagement en faveur d'une forte infrastructure sociale dont la famille constitue un élément essentiel, nous considérons que les personnes qui veulent exercer leurs responsabilités chez elles ne devraient pas être privées de la possibilité de le faire et ne devraient pas être lésées par rapport aux autres.

Ce que nous souhaitons, c'est en fait que personne ne prenne la place des parents. Les parents devraient pouvoir exercer eux-mêmes leurs responsabilités. En refusant d'accorder directement aux parents des subventions prévues pour la garde d'enfants, n'aboutirait-on pas à laisser croire que l'éducation des enfants devient dorénavant la responsabilité des dirigeants de garderies. Nous savons que les choix actuels sont insuffisants, comme le sont également les places dans les garderies et donc, la meilleure solution initiale serait de permettre aux parents de s'occuper de leurs enfants chez eux.

Mme Mitchell: Je suis d'accord qu'il faut offrir des choix, mais ce que je suis en train de dire, c'est qu'il ne sera sans doute pas possible d'assurer des garderies communautaires en nombre et en qualité suffisants si on ne leur accorde pas des subventions directes. C'est comme les écoles; nous n'aurions pas de bonnes écoles si on ne les subventionnait pas de manière directe. Si tout l'argent allait aux parents et que c'étaient les parents qui payaient les places dans les écoles, nous n'aurions pas un système très efficace.

M. Vandezande: En toute déférence, j'aimerais dire que dans le système que nous prônons, il ne s'agirait ni de l'un ni de l'autre, ce serait les deux en même temps qui seraient assurés. Cela fait partie de nos recommandations. Les fonds de démarrage pour les garderies figurent dans la recommandation 12 et la subvention des dépenses de garde d'enfants est reliée à cela, mais nous n'avons pas voulu exclure l'un ou l'autre aspect de la chose. Là où c'est possible, ou même nécessaire, il faut donner aux parents le choix de s'occuper de leurs enfants chez eux. En ce qui concerne les subventions aux garderies, nous avons également voulu, dans la mesure où les ressources financières sont limitées, les accorder en priorité aux personnes qui en ont le plus besoin, car on ne devrait pas subventionner, si l'on peut dire, les jeunes qui exercent des métiers largement rémunérés.

Mme Mitchell: Pourquoi pas? N'ont-ils pas également besoin d'un bon système de garde d'enfants?